



ACCORD-CADRE DE FOURNITURES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

*Fourniture de peinture pour traçage de terrains
de sport extérieurs po pour la ville de
Dunkerque et ses communes associées*

Numéro de marché VDK	2025_B306
----------------------	-----------

Mois M₀ : JUIN 2025 (cf. article 10 du présent CCAP)

Table des matières

PREAMBULE	5
CHAPITRE 1ER : GÉNÉRALITÉS.....	6
Article 1 - Champ d'application.....	6
Article 2 - Définitions.....	7
Article 3 - Obligations générales des parties.....	7
Article 4 - Pièces contractuelles	11
Article 5 - Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité ...	12
Article 6 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	12
Article 7 - Protection de l'environnement, sécurité et santé	14
Article 8 - Réparation des dommages	15
Article 9 - Assurances.....	15
CHAPITRE 2 : PRIX ET RÈGLEMENT.....	16
Article 10 - Prix	16
Article 11 - Précisions sur les modalités de règlement	19
Article 12 - Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance 21	
CHAPITRE 3 : DELAIS	22
Article 13 - Délai d'exécution.....	22
Article 14 - Pénalités.....	23
Article 15 - Primes	24
CHAPITRE 4 : EXÉCUTION	24
Article 16 - Développement durable	24
Article 17 - Lieux d'exécution.....	24
Article 18 - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire	25
Article 19 - Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché 26	
Article 20 - Stockage, emballage, transport et gestion des déchets.....	26
Article 21 - Livraison	26
Article 22 - Surveillance en usine	27
Article 23 - Prestations supplémentaires ou modificatives.....	27
Article 24 - Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles.....	27
Article 25 - Clause de réexamen	28
Article 26 - Données indispensables à l'exécution d'une mission de service public	29
CHAPITRE 5 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE	30
Article 27 - Opérations de vérification	30
Article 28 - Déroulement des opérations de vérification	30

Article 29 -	Décisions après vérification	30
Article 30 -	Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	31
Article 31 -	Transfert de propriété.....	32
Article 32 -	Maintenance	33
Article 33 -	Garantie	33
CHAPITRE 6 : PROPRIETE INTELLECTUELLE		34
Article 34 -	Définition des résultats	34
Article 35 -	Régime général des connaissances antérieures.....	34
Article 36 -	Stipulations spécifiques aux connaissances antérieures	34
Article 37 -	Régime des résultats.....	34
CHAPITRE 7 : RESILIATION.....		35
Article 38 -	Principes généraux.....	35
Article 39 -	Résiliation pour événements extérieurs au marché.....	35
Article 40 -	Résiliation pour événements liés au marché	36
Article 41 -	Résiliation pour faute du titulaire.....	36
Article 42 -	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	37
Article 43 -	Décompte de résiliation.....	37
Article 44 -	Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution du marché	37
Article 45 -	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	38
CHAPITRE 8 : DIFFERENDS		39
Article 46 -	Règlement des différends entre les parties	39

Le présent marché se réfère au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté ministériel du 30 mars 2021 (CCAG). Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) prévoit certaines adaptations nécessaires aux spécificités du présent marché, soit pour compléter, soit pour déroger au CCAG visé.

Pour faciliter la lecture du CCAP :

- ➔ La numérotation des articles du CCAP correspond à celle du CCAG.
- ➔ Les conditions d'application du CCAG de référence sont clairement identifiées à l'aide des balises suivantes :

Application du CCAG	<u>Les clauses du CCAG s'appliquent</u> <i>Aucune modification ou complément n'est apporté aux dispositions du CCAG.</i>
Dérogation au CCAG	<u>Les dispositions du CCAP dérogent aux clauses du CCAG</u> <i>Soit les dispositions du CCAP s'appliquent en lieu et place des clauses du CCAG ; soit, les dispositions du CCAG s'appliquent moyennant les modifications précisées dans le CCAP.</i>
Complément au CCAG	<u>Les clauses du CCAG s'appliquent mais sont complétées ou précisées par le CCAP.</u>
Disposition propre	<u>Clauses n'ayant pas d'équivalence dans le CCAG.</u>
Sans objet	<u>Les clauses du CCAG ne s'appliquent pas.</u>

PREAMBULE

Le présent marché est conclu par la ville de Dunkerque, pour ses besoins propres et pour les besoins de ses commune associées Saint-Pol-sur-Mer et Fort-Mardyck

Chaque entité gère – chacun d’entre eux, en leur qualité d’acheteur – leurs achats. Chaque acheteur organise la passation de ses commandes, en assure le suivi et procède au paiement des factures.

CHAPITRE 1ER : GÉNÉRALITÉS

Article 1 - Champ d'application

1.1 Application du CCAG

Application du CCAG

1.2 Dérogations au CCAG

Dérogation au CCAG

Les dérogations étant clairement identifiées dans le présent document, il ne sera pas établi de liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

1.3 Exclusivité détenue par le titulaire & Limitations

Disposition propre

Le titulaire du présent marché détient l'exclusivité de fournir les acheteurs précités. Seul le titulaire peut se voir attribuer des commandes se rapportant aux besoins couverts par le présent marché. Par dérogation au principe d'exclusivité dont bénéficie le titulaire du présent marché, l'acheteur peut s'adresser à un autre fournisseur dans les conditions suivantes :

Motifs pour lesquels l'acheteur peut recourir à un tiers	Conditions dans lesquelles l'acheteur fait usage de cette dérogation
Incapacité du titulaire du marché de fournir ce qui lui a été commandé (ex. : fourniture non disponible, etc.).	La possibilité de recourir au tiers est subordonnée : <ul style="list-style-type: none">– Soit, à la production d'un écrit (mail) du titulaire de l'accord-cadre qui confirme l'impossibilité de ce dernier de pouvoir répondre à la commande de l'acheteur ;– Soit, à la résiliation du bon de commande, faute pour le titulaire de l'avoir exécuté (retard accumulé excédant 15 jours).
Incapacité du titulaire du marché de fournir ce qui lui a été commandé dans les délais qui lui sont impartis (ex. : rupture de stock, difficulté d'approvisionnement, etc.).	
Le produit de substitution proposé par le titulaire (en remplacement d'un produit qui n'est plus proposé à la vente) n'est pas jugé acceptable par l'acheteur.	La possibilité de recourir au tiers est subordonnée au fait que le produit de substitution n'est techniquement pas équivalent au produit qu'il remplace ou s'avère plus cher.
Le prix d'achat d'une fourniture proposée par le titulaire du marché s'avère excessif au regard de ceux proposés par d'autres opérateurs économiques.	La possibilité de recourir au tiers est conditionnée par le fait que ce dernier propose une fourniture en tout point similaire à celui proposé par le titulaire de l'accord-cadre, à un prix 20% moins cher. ➔ Le recours à des tiers n'est possible que dans la limite d'une enveloppe annuelle de commandes de 4000 € HT, pour l'ensemble des acheteurs.
Mise en œuvre de la clause de sauvegarde	Cf. dispositions ad hoc du CCP

Article 2 - Définitions	Application du CCAG
-------------------------	---------------------

Article 3 - Obligations générales des parties

3.1 Forme des notifications et informations	Complément au CCAG
	Dérogation au CCAG

En complément de l'article 3.1.1 du CCAG, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai peut être faite également par le biais de plateforme en ligne du titulaire du présent marché.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG, le titulaire est réputé avoir reçu notification des décisions, observations ou informations ainsi qu'il suit :

	Par simple appel	Par voie postale (recommandé avec AR)	Messagerie électronique	Profil d'acheteur	Plateforme en ligne du fournisseur (titulaire)
Commande	En cas de commande urgente A la date de l'appel		Au jour ouvré suivant la date d'envoi du mail (sous réserve de l'absence d'erreur dans la désignation du destinataire)	Date de téléchargement de la notification affichée sur le profil d'acheteur	Date d'envoi du message
Décisions		A la date et heure de réception du courrier			
Mise en demeure					

3.2 Modalités de computation des délais d'exécution des prestations	Dérogation au CCAG
	Disposition propre

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, le délai d'exécution des prestations courent à compter des dates suivantes :

	Par simple appel	Par voie postale (recommandé avec AR)	Messagerie électronique	Profil d'acheteur	Plateforme en ligne du fournisseur (titulaire)
Commande	A la date de l'appel				A 0 heure, le lendemain du jour de la notification du message
Décisions		A 0 heure, le lendemain du jour de la notification du courrier	A 0 heure, le surlendemain du jour d'envoi du mail	A 0 heure, le lendemain du jour de la notification du message	
Mise en demeure					

Toutefois, dans l'hypothèse où le titulaire du marché prévoit dans son offre des délais de notification ou d'exécution plus contraignants pour lui, il sera engagé vis à vis de l'acheteur par ceux-ci.

Par dérogation à l'article 3.2.2, le présent CCAP peut comporter des délais exprimés en jours ouvrés.

Disposition propre : lorsqu'un délai est fixé en heures ouvrées, celles-ci s'entendent du lundi au vendredi inclus de 8h00 à 12h00 et 14h00 à 17h00. Le délai court à compter de la première heure ouvrée qui suit l'heure d'émission de la demande (commande ou mise en demeure).

Les dispositions des articles 3.2.3 à 3.2.6 du CCAG s'appliquent.

3.3 Représentation de l'acheteur

Complément au CCAG

La personne élue représentant la Ville de Dunkerque est seule habilitée pour signer le présent marché et approuver les modifications apportées au présent marché qui nécessitent la conclusion d'un avenant.

La direction de la commande publique de la Communauté urbaine et de la Ville de Dunkerque gère les actes d'exécution suivants : reconduction ou non reconduction du présent marché ; négociation, passation, signature et notification des éventuels avenants au présent marché ; revue de contrat ; règlement des litiges et résiliation du présent marché.

Chaque entité qui passe commande auprès du titulaire est chargé, quant à elle, d'exécuter le présent marché pour la partie qui le concerne (suivi du respect des délais d'exécution et de la conformité des fournitures et prestations associées commercialisées par le titulaire dans le cadre du présent marché ; règlement des factures ; revue de contrat avec la direction de la commande publique etc.).

3.4 Représentation du titulaire

Complément au CCAG

En complément de l'article 3.4.1 du CCAG, le titulaire est tenu d'informer la direction de la commande publique de la Communauté urbaine et de la Ville de Dunkerque du changement d'identité des personnes habilitées à le représenter, par mail à l'adresse suivante : commande.publique@cud.fr.

En complément de l'article 3.4.2, le titulaire est tenu d'appliquer les dispositions suivantes :

Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique	Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile ou encore du compte à créditer doit être notifié à l'acheteur, par courrier ou courriel (commande.publique@cud.fr). Cette notification doit être accompagnée, selon les cas, d'un exemplaire du journal d'annonces légales ou du nouveau relevé d'identité bancaire.
--	---

Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique	<p>Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, <u>un avenant de transfert doit être conclu entre l'acheteur et le nouveau titulaire.</u></p> <p>Ce dernier devra apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité du présent marché, dans les conditions définies par l'acheteur et conformément à l'offre technique et commerciale retenue par celui-ci.</p> <p>L'acheteur vérifie que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché et vérifie la régularité de la situation fiscale et sociale du nouveau titulaire.</p> <p>A défaut, le changement ne sera pas accepté par l'acheteur et le présent marché sera résilié pour motif d'intérêt général.</p>
---	---

Les dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG s'appliquent.

<u>3.5 Groupement d'opérateurs économiques</u>	Application du CCAG
---	----------------------------

<u>3.6 Sous-traitance</u>	Dérogation au CCAG
	Complément au CCAG

En complément de l'article 3.6.1 du CCAG, le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations suivantes :

Prestations dont l'exécution ne peut être sous-traitée
Fourniture de la peinture

En complément de l'article 3.6.1 du CCAG, le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (imprimé DC4) dûment remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant et accompagnée des attestations de régularité fiscale et sociale du sous-traitant. Les documents sont à transmettre à l'adresse : soustraitance@cud.fr

Le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) peut être téléchargé à l'adresse internet suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Une copie des documents devra être communiquée par le titulaire au sous-traitant.

Pour respecter les dispositions relatives à la lutte contre le travail dissimulé et la sous-traitance occulte, le titulaire s'assure, pendant la durée du marché, de la qualité de travailleur salarié de l'ensemble des personnels présents au cours de l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à fournir à l'acheteur, sans demande expresse de ce dernier, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces prévues à l'article D. 8222-5 modifié (titulaire établi ou domicilié en France) ou D. 8222-7 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger). Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants.

En complément de l'article 3.6.2 du CCAG, le titulaire est informé qu'en cas de sous-traitance, il demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché envers l'acheteur.

Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG, les sanctions auxquelles s'expose le titulaire en cas de non-respect des dispositions relatives à la sous-traitance (sous-traitance sans acceptation préalable et agrément des conditions de paiement ; renseignements inexacts à l'appui de la demande de sous-traitance) sont énumérées dans le présent CCAP.

3.7 Bons de commandes

Complément au CCAG

Dérogation au CCAG

En complément de l'article 3.7.1 du CCAG, chaque bon de commande précisera :

- Les références du présent accord-cadre ;
- La raison sociale du titulaire ;
- La nature et la description des fournitures commandées ;
- Le(s) lieu(x) de livraison et leur accessibilité (ascenseurs / plateformes élévatrices / etc.) ;
- Le montant du bon de commande (avec décomposition des prix) ;
- Le(s) délai(s) d'exécution des prestations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'acheteur pourront être honorés par le titulaire. Chaque bon de commande est notifié au titulaire dans les conditions définies à l'article *Forme des notifications et informations du titulaire* du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'une commande qui lui est transmise appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la date de notification de la commande. A défaut d'observation réceptionnée par l'acheteur dans ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté la commande.

3.8 Ordres de service

Sans objet

Article 4 - Pièces contractuelles

4.1 Ordre de priorité

Dérogation au CCAG

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par arrêté du 30 mars 2021.
- Le cadre du mémoire technique complété par le titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications éventuelles

Précisions :

En cas de contradiction entre un document et une de ses annexes, les dispositions de l'annexe prévalent.

Les clauses de l'annexe du CCAP relative au RGPD s'appliquent dès lors que le marché comprend une prestation mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel.

L'ensemble du droit en vigueur correspondant aux prestations objet du présent marché (y compris lorsqu'il n'est pas expressément mentionné dans le présent marché) est applicable. A cet égard, le titulaire doit se tenir informé de l'évolution de la législation et de la réglementation ainsi que de l'homologation des normes. En cas d'évolution des lois, règlements ou normes applicables au présent marché, le titulaire doit en informer par écrit l'acheteur ainsi que de ses incidences sur les achats.

En cas de litige, seul l'original des pièces détenu par l'acheteur fait foi.

4.2 Pièces à remettre au titulaire. Cession ou nantissement des créances

Application du CCAG

Article 5 - Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité

5.1 Confidentialité

Application du CCAG

5.2 Protection des données à caractère personnel

Complément au CCAG

En complément de l'article 5.2.3 du CCAG, une annexe « RGPD » au présent CCAP précise la finalité, la description et la durée du traitement des données personnelles éventuellement mise en œuvre dans le cadre de l'exécution du présent marché ; les obligations de l'acheteur et du titulaire vis-à-vis de ce dernier ; les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées ; les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données ; la durée et les modalités de conservation des données.

5.3 Mesures de sécurité

Complément au CCAG

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions des articles L. 8291-1 et s. et R. 8291-1 et s. du Code du travail. Tout salarié présent dans les installations, objet du présent marché, devra pouvoir présenter sa carte d'identification professionnelle à tout moment en cas de contrôle

5.4 Information des sous-traitants

Application du CCAG

Article 6 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

6.1 Obligations

Complément au CCAG

<p>Le titulaire est établi en France</p>	<p>Conformément aux dispositions de l'art. D.8222-5 du Code du travail, le titulaire – s'il est établi en France – est tenu de remettre à l'acheteur (par courriel, à l'adresse commande.publique@tud.fr), tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale qui émane de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement desdites cotisations et contributions.</p>
<p>Le titulaire est établi à l'étranger</p>	<p>Conformément aux dispositions de l'art. D.8222-7 du Code du travail, le titulaire est tenu de remettre à l'acheteur (par courriel, à l'adresse commande.publique@tud.fr), tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts ou, si le co-contractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ; – Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale.
<p>Travailleurs étrangers</p>	<p>Conformément aux dispositions de l'article D.8254-4 du code du travail, le titulaire est tenu de remettre à l'acheteur (par courriel, à l'adresse commande.publique@tud.fr), tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché, la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et intervenant dans le cadre du présent marché.</p>
<p>Travailleurs détachés</p>	<p>En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur (par courriel, à l'adresse commande.publique@tud.fr), avant le début du détachement, une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'Inspection du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.</p>

	<p>Ces dispositions s'appliquent également pour chacun des sous-traitants directs ou indirects que l'acheteur accepte ainsi que pour chacune des entreprises exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle le titulaire ou l'un de ses sous-traitants a contracté.</p> <p>En outre, si l'acheteur est informé par écrit par l'un des agents de contrôle mentionnés à l'article L. 8271-1-2 du code du travail du non-paiement partiel ou total du salaire minimum légal ou conventionnel dû au salarié, détaché au sens de l'article L. 1261-3 du code du travail, par son cocontractant, par un sous-traitant direct ou indirect ou par un cocontractant d'un sous-traitant, il enjoint aussitôt, par écrit, à ce sous-traitant ou à ce cocontractant, ainsi qu'au donneur d'ordre immédiat de ce dernier, de faire cesser sans délai cette situation.</p> <p>A compter du jour de la réception de l'injonction mentionnée à l'article L. 1262-4-3 du code du travail, l'employeur détachant des salariés informe, dans un délai de sept jours, l'acheteur des mesures prises pour faire cesser la situation. En cas d'absence de régularisation effective de la situation par l'employeur, le marché est résilié pour faute.</p>
--	--

6.2 Evolution de la réglementation

Dérogation au CCAG

Le titulaire respecte la réglementation applicable au jour de la commande, sans qu'il soit besoin de constater une éventuelle évolution de cette réglementation par voie d'avenant.

6.3 Demande de dérogations

Application du CCAG

6.4 Information des sous-traitants

Application du CCAG

Article 7 - Protection de l'environnement, sécurité et santé

7.1 Respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur

Application du CCAG

7.2 Evolution de la réglementation

Dérogation au CCAG

Le titulaire respecte la réglementation applicable au jour de la commande, sans qu'il soit besoin de constater une éventuelle évolution de cette réglementation par voie d'avenant.

Article 8 - Réparation des dommages	Application du CCAG
-------------------------------------	---------------------

Article 9 - Assurances	
------------------------	--

<u>9.1 Souscription d'assurances par le titulaire</u>	Application du CCAG
---	---------------------

<u>9.2 Justification des contrats d'assurances souscrits par le titulaire</u>	Dérogation au CCAG
---	--------------------

Le titulaire est tenu de justifier – avant la notification du marché – qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de ses prestations (intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations).

Cette attestation portera mention de l'étendue de la garantie ; l'assurance du titulaire comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus. Elle est transmise par courriel, à l'adresse commande.publique@cud.fr.

Cette attestation d'assurance doit être renouvelée en cours d'exécution du présent marché, à chaque nouvelle année civile.

CHAPITRE 2 : PRIX ET RÈGLEMENT

Article 10 - Prix

10.1 Règles générales

Dérogation au CCAG

Complément au CCAG

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG, les prix sont réputés révisables : ils sont fermes la 1^{ère} année d'exécution du présent marché puis révisable à chaque date anniversaire de notification du marché.

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG, les prix ne sont pas actualisables s'agissant de fournitures courantes.

Les dispositions de l'article 10.1.3 sont applicables. En complément des dispositions du CCAG, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre les frais afférents au transport jusqu'au lieu de livraison **(franco de port)** dans les conditions définies au BPU.

Les dispositions de l'article 10.1.4 du CCAG sont inapplicables, le présent marché ne prévoyant aucune prestation de maintenance associée aux fournitures achetées.

10.2 Détermination des prix de règlement

Dérogation au CCAG

Complément au CCAG

Les dispositions de l'article 10.2.1 sont inapplicables dans le cadre de l'exécution du présent marché.

En complément de l'article 10.2.2 du CCAG, les prix du marché sont révisables selon les dispositions suivantes.

Valeur de base :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois mentionné en page de garde du présent CCAP. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du marché sont révisables à l'initiative du titulaire, à la hausse comme à la baisse, par ajustement en fonction du barème des prix appliqués par le titulaire à sa clientèle.

– Révision des prix du BPU

La révision peut intervenir < à partir de la date anniversaire du marché >, sous réserve de faire l'objet d'une notification formelle du nouveau BPU avec un préavis de 30 jours avant la date anniversaire du marché, par courriel à l'adresse commande.publique@tud.fr. Le nouveau BPU communiqué doit impérativement correspondre au cadre de bordereau des prix initiaux : à défaut, l'acheteur se réserve le droit de ne pas appliquer les prix révisés par le titulaire.

Les prix sont donc révisés selon la formule $P(n) = P(o) \times \frac{T(n)}{T(o)}$

Dans laquelle :

P (n)	Prix révisé du BPU
P (o)	Prix initial du BPU
T (n)	Prix applicable à la clientèle révisé
T (o)	Prix applicable à la clientèle au mois Mo ou lors de la dernière révision applicable à l'acheteur (prix mentionné au dernier BPU révisé)

– Révision des prix du catalogue

Les tarifs révisés des catalogues des fournitures achetées dans le cadre du présent marché sont applicables après réception du ou des nouveaux catalogues tarifés : elle peut intervenir à tout moment. Si un bon de commande est émis avant la réception du nouveau catalogue tarifé, les anciens prix s'appliqueront.

– Evolution des taxes et éco-participations

Toute évolution est répercutée à l'euro l'euro sur le montant de la facture à régler par l'acheteur. L'évolution des taxes et/ou éco-participations ne nécessite pas la conclusion d'un avenant au présent marché.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 10.2.2 du CCAG, les prix à payer sont ceux applicables au jour de la commande.

Les taux de rabais consentis par le candidat sur le catalogue fournisseur sont fermes pendant la durée du marché.

Les dispositions des articles 10.2.3 et 10.2.4 du CCAG s'appliquent.

10.3 Clause de sauvegarde

Disposition propre

Si l'ajustement des prix du BPU conduit à une augmentation supérieure à 5% (ajustement des prix apprécié sur la base des références du devis quantitatif estimatif tel que constitué par l'acheteur lors de la procédure de consultation des entreprises précédant la conclusion du présent marché), l'acheteur se réserve le droit, sans indemnité pour le titulaire :

- soit de recourir à un tiers pour commander les fournitures dont les prix dépassent la sauvegarde prévue ;
- soit de résilier le présent marché.

En présence de circonstances imprévisibles, l'application de la clause de sauvegarde pourra être suspendue pendant une durée déterminée par l'acheteur et sous réserve que le titulaire produise un argumentaire détaillé. Le cas échéant, les parties pourront s'entendre sur une nouvelle valeur de sauvegarde ou appliquer les prix ajustés proposés. A défaut d'accord, le présent marché pourra être résilié sans indemnité, sur décision unilatérale de l'acheteur.

10.4 Prix nouveaux

Disposition propre

Pour satisfaire ses besoins en lien avec l'objet du présent marché, l'acheteur peut demander au titulaire de compléter ses tarifs selon l'une des modalités suivantes :

- Intégration de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires (nouvelle fourniture / nouveau matériel dont l'achat récurrent est envisagé)
- Intégration de catalogues complémentaires (nouvelles marques proposées par le titulaire)

Lorsqu'un des produits identifiés dans le marché n'est plus proposé à la vente, le titulaire doit pouvoir proposer un produit de substitution avec des caractéristiques techniques similaires et à un prix équivalent ou plus avantageux.

10.5 Offres promotionnelles

Disposition propre

Le titulaire doit proposer, pendant toute la durée du marché, à l'acheteur les offres tarifaires les plus avantageuses qu'il propose, par ailleurs, à sa clientèle. L'application des promotions proposées à la clientèle est due sans que l'acheteur ait à les réclamer. La mention « Prix promotionnel » (ou toute expression équivalente) devra être inscrite sur la facture pour justifier l'écart avec les prix portés dans la commande.

10.6 Interlocuteurs pour toute question relative aux prix

Disposition propre

Comptabilité	coralie.vanhove@tud.fr
Direction de la commande publique	commandepublique@tud.fr

Article 11 - **Précisions sur les modalités de règlement**

11.1 Avances

Complément au CCAG

En complément de l'article 11.1 du CCAG, l'option A est retenue.

L'avance est versée dans les conditions suivantes :

- Le titulaire ne doit pas avoir refusé le versement de l'avance (cf. acte d'engagement) ;
- Une avance ne peut être versée que pour des commandes dont le montant excède 50 000€ HT (le délai d'exécution n'étant ici pas pris en considération). Si le titulaire est un groupement d'entreprises, le droit à l'avance ne s'apprécie pas au regard du montant de la part des prestations devant être exécutées par chacun des membres mais par rapport au montant total de la commande.
- Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande lorsque le montant de l'avance excède 10 000€ HT ; par une caution personnelle et solidaire lorsque le montant de l'avance est compris entre 5 000 € HT et 10 000€ HT. En-deçà de 5 000€ HT, le versement de l'avance n'est subordonné à aucune formalité.
- Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant de la commande concernée, et ce par précompte sur les sommes dues à titre de solde. Le régime du remboursement, s'applique au mandataire et à chacun des co-traitants en fonction de l'avancement des prestations de chacun.

11.2 Acomptes

Application du CCAG

11.3 Contenu de la demande de paiement

Complément au CCAG

Dérogation au CCAG

En complément de l'article 11.3.2 du CCAG, les demandes de paiement (factures) doivent comprendre obligatoirement les éléments suivants, outre les mentions légales :

- Le nom et la raison sociale du créancier, la date d'émission de la facture ainsi que son numéro ;
- La désignation du débiteur (acheteur) et le code d'identification du service en charge du paiement ;
- Le numéro du présent marché ;
- Le numéro de SIREN ou de SIRET (cf. acte d'engagement) ;
- Le numéro d'engagement juridique du système d'information comptable de la collectivité. Ce numéro figure sur le bon de commande adressé au titulaire.
- La date d'exécution des prestations (date de livraison des fournitures, date de réparation d'un matériel) et la nature des prestations exécutées (quantité et dénomination précise des fournitures livrées, des prestations réalisées) ;
- Les prix (unitaires et/ou forfaitaires) appliqués, l'indication du taux et du montant de la TVA applicable (et le numéro de TVA intracommunautaire, le cas échéant).

Par dérogation à l'article 11.3.4 du CCAG, les prix unitaires ne peuvent être fractionnés pour tenir compte des prestations en cours d'exécution.

L'acheteur ne fournit aucun modèle concernant les demandes de paiement (dérogation à l'article 11.3.6 du CCAG)

Les dispositions de l'article 11.3.7 du CCAG sont pleinement applicables.

11.4 Calcul du montant dû par l'acheteur au titre des prestations fournies

Application du CCAG

11.5 Remise de la demande de paiement

Complément au CCAG

En complément de l'article 11.5.1 du CCAG, la demande de paiement intervient après la décision d'admission des prestations.

11.6 Acceptation de la demande de paiement par l'acheteur

Complément au CCAG

Une facture n'est considérée comme complète qu'à compter de la réception de l'ensemble des pièces la composant.

Le titulaire du marché s'engage à mettre en place les contrôles préalables à l'envoi de toute facturation afin d'éviter au maximum le rejet de factures incomplètes ou comportant des incohérences.

<u>11.7 Paiement pour solde et règlements partiels définitifs</u>
--

Application du CCAG

<u>11.8 Facturation électronique</u>

Complément au CCAG

En complément de l'article 11.8.1 du CCAG, il est rappelé que les factures doivent obligatoirement être transmises via le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro (URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>) sur le compte SIRET de l'émetteur de la commande.

Article 12 - Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance
--

Application du CCAG

CHAPITRE 3 : DELAIS

Article 13 - Délai d'exécution

13.1 Début du délai d'exécution

Complément au CCAG

En complément de l'article 13.1.1 du CCAG, les délais d'exécution du présent marché partent de la date de la notification telle qu'elle est définie aux articles 3.1 et 3.2 du présent CCAP.

13.2 Expiration du délai d'exécution

Application du CCAG

13.3 Prolongation du délai d'exécution

Dérogation au CCAG

Par dérogation à l'article 13.3.1 du CCAG :

- Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter le délai d'exécution du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure et lorsque la fourniture objet de la commande ne peut souffrir d'aucun retard, l'acheteur se réserve le droit de ne pas prolonger le délai d'exécution et de recourir à un tiers conformément aux dispositions de l'article 1.3 du présent CCAP. Le cas échéant, la commande faite au titulaire est annulée sans que ce dernier puisse prétendre à une quelconque indemnisation ; le titulaire ne se voit appliquer aucune pénalité de retard.
- Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter le délai d'exécution du fait de l'acheteur ou d'un évènement ayant le caractère de force majeure et lorsque la fourniture objet de la commande peut attendre, l'acheteur est tenu de prolonger le délai d'exécution.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG, le délai dont dispose le titulaire pour signaler à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel est de 2 jours ouvrés à compter de la date à laquelle sont apparues ces causes.

Par dérogation à l'article 13.3.3 du CCAG, l'acheteur dispose d'un délai de 5 jours ouvrés, à compter de la date de réception de la demande du titulaire, pour lui notifier sa décision.

Les dispositions de l'article 13.3.4 du CCAG sont pleinement applicables.

Article 14 - Pénalités

14.1 Pénalités

Dérogation au CCAG

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG :

- Les pénalités sont encourues sur simple constatation d'un manquement contractuel (et ce même en l'absence de préjudice subi par l'acheteur), sans mise en demeure préalable ;
- Le titulaire encourt l'application des pénalités suivantes :

Objet	Rappel de l'exigence contractuelle	Montant des pénalités encourues
Non-respect du délai de livraison	Maximum 10 jours ouvrés ou délai sur lequel s'est engagé le candidat dans l'acte d'engagement	<ul style="list-style-type: none">• Du 1er au 5ème jour de retard : <i>30% de la valeur des fournitures en retard</i> <i>× nombre de jours de retard</i>• A partir du 6ème jour de retard : <i>50% de la valeur des fournitures en retard</i> <i>× nombre de jours de retard</i>
Non-respect du site de livraison des fournitures		100 € à chaque constat

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné à 10% du montant total hors taxe du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités de retard s'appliquent dès le premier euro. Par conséquent, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 Euros pour l'ensemble du marché.

14.2 Pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance

Sans objet

Article 15 - Primes	Sans objet
---------------------	------------

CHAPITRE 4 : EXÉCUTION

Article 16 - Développement durable

<u>16.1 Clause d'insertion sociale</u>	Sans objet
--	------------

<u>16.2 Clause environnementale générale</u>	Application du CCAG <i>Cf. BPU et Cadre de réponse</i>
--	---

Article 17 - Lieux d'exécution

<u>17.1 Lieux d'exécution</u>	Complément au CCAG
-------------------------------	--------------------

Les modalités de livraison des fournitures sont précisées dans les bons de commandes.

Pour la ville de Dunkerque, le lieu de livraison est le CTM rue de Cahors.

Pour la ville de St Pol sur Mer et Fort Mardyck le lieu de livraison est indiqué dans le bon de commande.

Les points de livraison peuvent évoluer au cours de l'accord-cadre sans entraîner de modification tarifaire de la part du titulaire.

En revanche, si le nombre de points de livraison se réduit considérablement en cours d'exécution du présent marché (ex : dans le cadre de la mise en œuvre par l'acheteur d'une prestation dite du dernier kilomètre), les parties conviennent de se rencontrer à l'effet de négocier les termes financiers du contrat.

Les livraisons sont effectuées du lundi au vendredi, de 08h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h00. Le titulaire doit prendre contact par téléphone avec le destinataire de la commande pour convenir d'une date et d'une heure de livraison afin d'éviter au titulaire le désagrément d'un passage sans réceptionnaire.

En dehors de ces horaires, la livraison pourra être refusée. Le cas échéant, le titulaire sera tenu de reprogrammer, à ses frais, une nouvelle livraison. Le cas échéant, la reprogrammation de la livraison ne suspend pas les délais contractuels et la mise en jeu des pénalités de retard.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que les agents de l'acheteur ne participent pas au processus de déchargement des livraisons. En conséquence, le titulaire doit s'assurer que le personnel du service de livraison est suffisant et équipé pour chaque commande.

Ainsi, par exemple, lorsque les fournitures commandées sont livrées sur palette, le titulaire effectuera obligatoirement la livraison avec un camion équipé d'un hayon ou dépalettisera celle-ci et se chargera de livrer les fournitures au lieu indiqué par l'acheteur.

Les fournitures livrées doivent être accompagnées d'un bon de livraison comportant la date d'expédition, la référence à la commande ou au marché, l'identification du titulaire, l'identification des fournitures livrées.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison (dont chaque partie conserve un exemplaire)

L'acheteur peut solliciter du titulaire qu'il lui précise (et fasse visiter) le(s) lieu(x) de fabrication et d'assemblage des fournitures ainsi que, de manière générale, sa chaîne logistique.

<u>17.2 Sanctions</u>	Application du CCAG
------------------------------	----------------------------

Article 18 - **Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire**

<u>18.1 Mise à disposition</u>	Complément au CCAG
---------------------------------------	---------------------------

Si l'acheteur confie au titulaire le soin de réparer des matériels objet du présent marché, le bon de commande émis par l'acheteur en décrit l'état et en mentionne la valeur d'achat ; le bon de commande établit le délai maximal imparti au titulaire pour réparer et restituer les matériels concernés. Les matériels sont restitués par le titulaire au lieu et date convenus avec l'acheteur.

<u>18.2 Responsabilités du titulaire</u>	Application du CCAG
---	----------------------------

<u>18.3 Assurances</u>	Application du CCAG
-------------------------------	----------------------------

<u>18.4 Frais et risques de transport</u>	Dérogation au CCAG
--	---------------------------

Les risques liés au transport des matériels confiés au titulaire sont à la charge du titulaire.

La charge des frais de transport est définie à l'acte d'engagement.

<u>18.5 Restitution</u>	Application du CCAG
--------------------------------	----------------------------

<u>18.6 Non-restitution</u>	Application du CCAG
------------------------------------	----------------------------

<u>18.7 Sanctions</u>	Application du CCAG
------------------------------	----------------------------

Article 19 - Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché	Sans objet
---	------------

Article 20 - Stockage, emballage, transport et gestion des déchets
--

<u>20.1 Stockage</u>	Complément au CCAG
En complément de l'article 20.1.1 du CCAG, il est précisé qu'aucune obligation n'est impartie au titulaire pour stocker les fournitures dans ses locaux.	
Les dispositions de l'article 20.1.2 du CCAG sont applicables.	

<u>20.2 Emballage</u>	Application du CCAG
	Dérogation au CCAG
Les dispositions de l'article 20.2.1 du CCAG sont applicables.	
Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG, les emballages restent la propriété de l'acheteur.	

<u>20.3 Transport</u>	Complément au CCAG
Il est rappelé que conformément à l'article 20.3 du CCAG de référence, le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire , jusqu'au lieu de livraison, y compris les opérations de déchargement. Dès lors, si le titulaire fait appel à un transporteur, les conditions du contrat de transport de marchandises ne sont pas opposables à l'acheteur public et ne peuvent contrevenir aux clauses du présent marché.	
Si le titulaire fait appel à un transporteur, le versement du solde de la commande ne pourra intervenir que sous réserve de la justification par le titulaire du paiement du transporteur.	

<u>20.4 Gestion de déchets</u>	Application du CCAG
---------------------------------------	----------------------------

Article 21 - Livraison

<u>21.1 Impact environnemental des livraisons</u>	Application du CCAG
--	----------------------------

<u>21.2 et 21.3 Bons de livraison</u>	Complément au CCAG
---------------------------------------	---------------------------

Si le lieu de livraison précisé dans le bon de commande indique un étage, un bureau ou un service, la livraison doit être effectuée au lieu précis et non au pied ou à l'accueil du bâtiment.

<u>21.4 Manutention</u>	Application du CCAG
-------------------------	----------------------------

<u>21.5 Sursis de livraison</u>	Application du CCAG
---------------------------------	----------------------------

Article 22 - Surveillance en usine	Sans objet
---	-------------------

Article 23 - Prestations supplémentaires ou modificatives	
--	--

<u>23.1 Prestations supplémentaires ou modificatives</u>	Application du CCAG
--	----------------------------

<u>23.2 Prestations supplémentaires ou modificatives</u>	Dérogation au CCAG
--	---------------------------

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les fournitures commandées par l'acheteur, le bon de commande fixe le prix définitif retenu pour le règlement desdites fournitures (application du prix indiqué au catalogue minoré du rabais ou application du prix proposé par le titulaire et accepté par l'acheteur).

<u>23.3 Prix provisoires</u>	Sans objet
------------------------------	-------------------

<u>23.4 Refus du titulaire</u>	Dérogation au CCAG
--------------------------------	---------------------------

Le refus opposé par le titulaire n'est recevable que s'il est notifié dans un délai de 2 jours ouvrés suivant la notification du bon de commande.

Article 24 - Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	
--	--

24.1 Décision de suspendre l'exécution des prestations

Dérogation au CCAG

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter le délai d'exécution du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure et lorsque la fourniture objet de la commande ne peut souffrir d'aucun retard, l'acheteur se réserve le droit de ne pas prolonger le délai d'exécution et de recourir à un tiers conformément aux dispositions de l'article 1.3 du présent CCAP. Le cas échéant, la commande faite au titulaire est annulée sans que ce dernier puisse prétendre à une quelconque indemnisation ; le titulaire ne se voit appliquer aucune pénalité de retard.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter le délai d'exécution du fait de l'acheteur ou d'un événement ayant le caractère de force majeure et lorsque la fourniture objet de la commande peut attendre, l'acheteur est tenu de prolonger le délai d'exécution

24.2 Suites données à la décision de suspension

Application du CCAG

Article 25 - Clause de réexamen

25.1 Revue de contrat

Disposition propre

L'acheteur se réserve la possibilité d'organiser une revue de contrat à échéance régulière (semestrielle, annuelle, etc.) avec le titulaire. À cette fin, ce dernier doit se rendre disponible pour participer à cette revue de contrat.

La revue de contrat peut avoir pour objet d'assurer le suivi de l'exécution du présent accord-cadre : évaluation des prestations exécutées par le titulaire, respect par l'acheteur du délai de paiement, etc.

Ce dispositif permet ainsi d'assurer un suivi de la relation fournisseur dans un objectif constant d'amélioration de la qualité de l'offre. En cela, elle permettra d'identifier d'éventuelles problématiques et de convenir de solutions de sorte à prévenir tout litige entre l'acheteur et le titulaire.

25.2 Clause de réexamen

Complément au CCAG

Pour tenir compte de l'évolution des conditions juridiques, économiques et techniques d'exécution du présent marché, l'acheteur et le titulaire conviennent qu'il pourra y avoir réexamen des termes du présent contrat.

A cette fin, l'acheteur ou le titulaire prend l'initiative d'un rendez-vous de négociation pour résoudre une situation avant qu'elle ne prenne des proportions plus graves, tant techniquement, commercialement que financièrement.

La clause de revoyure / de réexamen peut être déclenchée dans l'un des cas suivants (liste non exhaustive) :

- En cas de modification importante des conditions d'exécution du présent marché, résultant d'une décision de l'acheteur ou à des mesures prises par une autorité publique ;
- En cas de bouleversement temporaire de l'économie du présent marché, résultant d'un événement imprévisible et extérieur aux parties ;
- En cas d'évolution de la réglementation ;
- En cas d'avancées technologiques permettant une meilleure réponse au besoin de l'acheteur.

La procédure de réexamen n'entraîne pas l'interruption de l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché : le titulaire poursuit l'exécution des commandes jusqu'à l'achèvement de la procédure de réexamen.

L'ensemble des modifications contractuelles convenues entre les parties ne peut intervenir que par voie d'avenant au présent accord-cadre.

Il est entendu que les stipulations présent marché n'impliquent pas un droit à révision du contrat mais permettent l'ouverture d'une procédure de révision décrite ci-avant. En tout état de cause, un avenant ne saurait avoir pour effet de bouleverser l'économie du contrat.

Le titulaire devra produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande de révision.

Article 26 - Données indispensables à l'exécution
d'une mission de service public

Application du CCAG

CHAPITRE 5 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE

Article 27 - Opérations de vérification

27.1 Nature des opérations

Complément au CCAG

L'acheteur réalise les vérifications quantitatives et qualitatives par le biais du service gestionnaire du présent marché.

27.2 Frais de vérification

Application du CCAG

27.3 Présence du titulaire

Application du CCAG

Article 28 - Déroulement des opérations de vérification

28.1 Opérations de vérification simples

Application du CCAG

28.2 Autres opérations de vérification

Application du CCAG

28.3 Opérations de vérification distinctes

Application du CCAG

Article 29 - Décisions après vérification

29.1 Vérifications quantitatives

Application du CCAG

29.2 Vérifications qualitatives

Application du CCAG

Article 30 - Admission, ajournement, réfaction et rejet

30.1 Admission

Complément au CCAG

Lorsque l'exécution des prestations est parfaitement conforme à la commande et aux dispositions du présent marché, l'acheteur prononce l'admission des prestations réalisées. Cette admission vaut attestation de service fait et déclenche le paiement de la facture.

Il est précisé que la signature d'un bon de livraison ne vaut pas décision d'admission.

30.2 Ajournement

Complément au CCAG

Dérogation au CCAG

Conformément à l'article 30.2.1 du CCAG, lorsque l'exécution des prestations n'est pas parfaitement conforme à la commande et aux dispositions du présent marché, l'acheteur peut ajourner la décision d'admission des prestations, dans un délai de quinze jours suivant l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG :

- cette décision d'ajournement met en demeure le titulaire de mettre au point lesdites prestations dans un délai qu'elle détermine ;
- le titulaire dispose d'un délai de deux jours ouvrés pour faire connaître son acceptation ou son refus de l'ajournement décidé par l'acheteur.

En complément de l'article 30.2.1 du CCAG, il est précisé que la décision d'ajournement ne suspend, en aucun cas, les délais contractuels et la mise en jeu des pénalités de retard.

Les dispositions de l'article 30.2.2 et 30.2.3 du CCAG sont pleinement applicables.

30.3 Réfaction

Complément au CCAG

Dérogation au CCAG

Conformément à l'article 30.3 du CCAG, lorsqu'il estime que les prestations exécutées, sans être entièrement conformes à la commande et aux dispositions du présent marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, l'acheteur peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

En complément, il est précisé que l'acheteur notifie au titulaire le pourcentage de réfaction qu'il entend appliquer et les raisons de cette réfaction.

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG :

- le titulaire dispose d'un délai de cinq jours ouvrés pour faire connaître ses observations ; passé ce délai, la décision de réfaction est réputée acceptée.
- le silence gardé par l'acheteur suite aux observations portées à sa connaissance par le titulaire ne vaut pas acceptation de ces dernières ni décision d'admission sans réfaction.

En complément, il est précisé qu'en cas de refus de la réfaction par le titulaire, l'acheteur prononcera le rejet des prestations concernées.

30.4 Rejet

Complément au CCAG

Conformément aux dispositions de l'article 30.4.1 du CCAG, lorsque l'exécution des prestations n'est pas conforme à la commande et aux dispositions du présent marché, l'acheteur prononce le rejet partiel ou total de la prestation. La décision de rejet sera systématiquement prise dès lors que les défauts constatés par l'acheteur présentent un danger pour la sécurité des personnes ou portent une atteinte excessive à la qualité des fournitures livrées.

En complément de l'article 30.4.1 du CCAG, la décision de rejet est portée à la connaissance du titulaire dans un délai maximal de 10 jours suivant l'exécution des prestations ;

En complément des dispositions de l'article 30.4.2 du CCAG :

- la décision de rejet met en demeure le titulaire de parfaire la commande en reprenant les prestations non conformes, dans un délai qu'elle détermine ;
- la décision de rejet ne suspend, en aucun cas, les délais contractuels et la mise en jeu des pénalités de retard ;
- l'acheteur dispose, à nouveau, d'un délai de quinze jours ouvrés pour procéder aux opérations de vérifications à la suite de l'exécution nouvelle des prestations.

Les dispositions de l'article 30.4.3 du CCAG sont pleinement applicables.

30.5 Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériaux

Application du CCAG

Article 31 - Transfert de propriété

Application du CCAG

Article 32 - Maintenance	Sans objet
---------------------------------	-------------------

Article 33 - Garantie	
------------------------------	--

33.1 Durée de la garantie	Dérogation au CCAG
----------------------------------	---------------------------

Garanties légales. Les fournitures achetées dans le cadre du présent marché bénéficient :

- d'une garantie minimale de 2 ans à compter de la date de la décision d'admission (et s'applique au-delà de l'échéance du présent marché, le cas échéant)..
- De la garantie légale contre les vices cachés (articles 1641 à 1649 du code civil) : le titulaire est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la fourniture vendue à l'acheteur qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas achetée ou n'en aurait donné qu'un moindre prix.

Garanties contractuelles (commerciales). Les garanties supplémentaires proposées par le titulaire et retenues par l'acheteur sont applicables. Elles sont matérialisées dans l'offre technique remise par le titulaire. Ces engagements ne se substituent pas mais s'ajoutent aux garanties légales précitées pendant la durée de celles-ci.

33.2 Mise en œuvre de la garantie	Complément au CCAG
--	---------------------------

Lorsqu'il y a un défaut de conformité, le titulaire propose à l'acheteur la réparation de la fourniture concernée ou, à défaut de réparabilité, son remplacement. La décision de remise en état ou de remplacement sera prise d'un commun accord entre l'acheteur et le titulaire en fonction de la valeur du matériel et de la pertinence de l'option retenue par rapport au coût de la solution. En cas de désaccord, la solution mise en œuvre sera celle de l'acheteur, sauf si elle présente un coût manifestement disproportionné pour le titulaire.

Aucun frais ne peut être demandé à l'acheteur pour la réparation ou le remplacement du matériel : les frais de main d'œuvre, de déplacement, de séjour, de port et généralement tous les autres frais entraînés par la mise en œuvre des présentes garanties sont à la charge du titulaire.

Le titulaire ne peut renvoyer l'acheteur sur le fabricant, dans l'hypothèse où le titulaire n'est pas le fabricant.

Lorsqu'il y a un défaut caché rendant impropre la fourniture à son usage, l'acheteur a le choix entre rendre la fourniture concernée et se faire restituer le prix ou garder ladite fourniture et se faire rembourser une partie du prix.

33.3 Délai de mise en œuvre

Complément au CCAG

La mise en conformité de la fourniture, son remplacement ou la restitution du prix versé s'effectue au maximum dans un délai de 30 jours suivant la demande de l'acheteur. Si ce délai ne peut être respecté, une fourniture identique ou équivalente est mise à disposition de l'acheteur pendant la durée du dépannage.

33.4 Exceptions

Application du CCAG

33.5 Prolongation du délai de garantie

Complément au CCAG

Toute période d'indisponibilité pendant le délai de garantie repousse la fin de la garantie du nombre de jours écoulés entre le signalement du défaut et la date de remise en état.

CHAPITRE 6 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Article 34 - Définition des résultats

Application du CCAG

Article 35 - Régime général des connaissances antérieures

Application du CCAG

Article 36 - Stipulations spécifiques aux connaissances antérieures

Application du CCAG

Article 37 - Régime des résultats

Application du CCAG

CHAPITRE 7 : RESILIATION

Article 38 - Principes généraux	Application du CCAG
---------------------------------	---------------------

Article 39 - Résiliation pour événements extérieurs au marché

<u>39.1 Décès ou incapacité civile du titulaire</u>	Application du CCAG
---	---------------------

<u>39.2 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire</u>	Complément au CCAG
---	--------------------

Le titulaire informe l'acheteur, par courrier ou courriel (commande.publique@cud.fr), de l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, d'une mesure de redressement judiciaire ou de sa mise en liquidation judiciaire.

En cas d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, l'acheteur interrogera l'administrateur judiciaire pour savoir s'il entend poursuivre ou non l'exécution du présent marché. En l'absence de réponse de l'administrateur dans un délai d'un mois, le présent marché sera résilié de plein droit. Dans le cas du prononcé d'une mesure de redressement judiciaire, l'absence d'information de l'acheteur - dans un délai de 3 mois suivant le prononcé de ladite mesure – emporte la résiliation de plein droit du présent marché.

L'acheteur pourra adresser une mise en demeure à l'administrateur qui disposera d'un délai d'un mois pour se prononcer sur la poursuite du présent marché public (art. L.622-13).

Le présent marché sera résilié si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. Le cas échéant, la résiliation est prononcée sans aucune indemnité et prend effet à la date du redressement judiciaire.

Dans le cas de sa mise en liquidation judiciaire, le titulaire informe l'acheteur en produisant une copie du jugement de liquidation judiciaire qui désigne le liquidateur.

L'acheteur met en demeure le liquidateur de se prononcer sur la poursuite de l'exécution du présent marché (art. L. 641-10 du code de commerce). Si ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire (quand bien même le prononcé de la liquidation s'accompagne d'une période de maintien de l'activité du titulaire) ou en l'absence de réponse au terme d'un délai d'un mois suivant la mise en demeure, le présent marché est résilié. La résiliation prend effet à la date de la liquidation et n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

39.3 Incapacité physique du titulaire

Application du CCAG

Article 40 - Résiliation pour événements liés au marché

40.1 Difficulté d'exécution du marché

Complément au CCAG

L'acheteur porte à la connaissance du titulaire la suite réservée à sa demande de résiliation, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de cette dernière.

La décision de résiliation du marché n'emporte pas automatiquement résiliation des bons de commande préalablement émis sauf si la décision l'indique expressément. Le cas échéant, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

40.2 Ordre de service tardif

Sans objet

Article 41 - Résiliation pour faute du titulaire

41.1 Cas pour lesquels la résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire

Dérogation au CCAG

L'acheteur se réserve le droit de résilier le présent marché aux torts du titulaire dans le cas où celui-ci aurait manqué à ses engagements ou obligations.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG, l'énumération des cas pour lesquels la résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire n'est pas exhaustive.

41.2 Procédure

Complément au CCAG

L'acheteur met en demeure le titulaire d'exécuter les prestations conformément aux dispositions du présent marché. Dans le courrier qu'il notifie au titulaire, l'acheteur :

- Précise les motifs de la mise en demeure,
- Indique au titulaire qu'il est tenu de remédier à la situation dans des délais mentionnés dans la correspondance,
- Informe le titulaire que le défaut d'exécution emportera la résiliation simple du marché.

S'il n'est pas donné suite à la mise en demeure, l'acheteur peut résilier unilatéralement le présent marché. La décision de résiliation sera communiquée au titulaire et sera accompagnée, le cas échéant, d'un décompte de liquidation (récapitulant les débits et crédits du titulaire du marché).

La décision de résiliation du marché n'emporte pas automatiquement résiliation des bons de commande préalablement émis sauf si la décision l'indique expressément. Le cas échéant, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

<u>41.3 Exercice d'actions civiles ou pénales</u>	Application du CCAG
--	----------------------------

Article 42 - Résiliation pour motif d'intérêt général	Dérogation au CCAG
	Complément au CCAG

En complément de l'article 42 du CCAG, il est précisé que :

- l'acheteur peut mettre un terme au présent marché avant son échéance normale pour un motif d'intérêt général parmi lesquels (sans que l'énumération ne soit exhaustive) : la réorganisation d'un service, des irrégularités substantielles ayant affecté la procédure de passation du présent marché (qu'elles aient été mises en lumière par le Préfet dans le cadre du contrôle de légalité ou par un candidat évincé), un fait non fautif emportant le fait que le titulaire ne dispose plus de garanties suffisantes pour remplir ses obligations contractuelles (refus de la cession du présent contrat), etc. ;
- la décision de résiliation du marché n'emporte pas automatiquement résiliation des bons de commande préalablement émis sauf si la décision l'indique expressément. Le cas échéant, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité à ce titre.

Par dérogation au premier alinéa de l'article 42 du CCAG, le titulaire ne peut prétendre à une indemnité de résiliation.

Les dispositions des deuxième et troisième alinéa de l'article 42 du CCAG s'appliquent pleinement.

Article 43 - Décompte de résiliation	Application du CCAG
---	----------------------------

Article 44 - Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution du marché	Application du CCAG
---	----------------------------

Article 45 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

45.1 Cas pour lesquels une prestation peut être exécutée par un tiers aux frais et risques du titulaire

Application du CCAG

45.2 Prestations équivalentes exécutées par un tiers

Application du CCAG

45.3 Actions du titulaire

Application du CCAG

45.4 Augmentation des dépenses

Complément au CCAG

Les dépenses supplémentaires résultant de l'exécution de la prestation par un tiers sont réputées comprendre les frais de lancement d'une nouvelle consultation (frais de publication, etc.) ; le surcoût résultant de la passation du marché de substitution déterminé par la différence entre les prix unitaires du nouveau marché appliqués aux quantités de fournitures devant être livrées sur la période restante du marché résilié et les prix unitaires du marché résilié appliqués auxdites quantités ; que les frais administratifs divers. Le cas échéant, un titre de recette est émis si les surcoûts ne peuvent entièrement être prélevés sur les sommes restant à régler au titulaire.

CHAPITRE 8 : DIFFERENDS

Article 46 - Règlement des différends entre les parties

Complément au CCAG

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Lille pour tout différend survenant dans le cadre du présent marché.